



PROCÈS-VERBAL

Quarante-huitième rencontre du
Conseil interordres de l'éducation au Saguenay-Lac-Saint-Jean
tenue le 28 mars 2013 à la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean
sous la présidence de Madame Guylaine Proulx

PRÉSENCES

Pour l'Université du Québec à Chicoutimi

M. Martin Gauthier, recteur

M^{me} Guylaine Boivin, adjointe au recteur

Pour le Cégep de Jonquière

M^{me} Guylaine Proulx, directrice générale

M^{me} Jasmine Gauthier, directrice des études

Pour le Collège d'Alma

M. Bernard Côté, directeur général

M^{me} Johanne Décoste, directrice des études

Pour le Cégep de Saint-Félicien

M. Louis Lefebvre, directeur général

M. Gilles Lapointe, directeur des études

Pour le Cégep de Chicoutimi

M^{me} Ginette Sirois, directrice générale

M^{me} Isabelle Dion, directrice des études

Pour la Commission scolaire des Rives-du-Saguenay

M^{me} Christine Tremblay, directrice générale

M. Gilles Routhier, directeur général adjoint

M^{me} Liz S. Gagné, présidente

Pour la Commission scolaire De La Jonquière

M^{me} Aline Laforge, directrice générale

M^{me} Jacynthe Bond, directrice des services éducatifs

M^{me} Josette Lessard-Morin, présidente

Pour la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean

M^{me} Christine Fortin, directrice générale

Pour la Commission scolaire du Pays-des-Bleuets

M. Serge Bergeron, directeur général

Pour la Commission scolaire Central Québec

M. André Marois, directeur du service des ressources financières

Pour le Conseil régional des partenaires du marché du travail

M. Engelbert Cottenoir, président

ABSENCES

Pour le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)

Pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MESS) – Emploi-Québec

INVITÉS

M. Frédéric Morin, chargé de projet

M^{me} Josée Brassard, adjointe au chargé de projet

M^{me} Isabelle Lapointe, Emploi-Québec

M. Clément Desbiens, économiste Emploi-Québec

1. *Mot de bienvenue*

Madame Guylaine Proulx souhaite la bienvenue à tous les membres du Conseil interordres. Cette dernière profite de l'occasion pour féliciter la nomination de madame Christine Fortin au poste de directrice générale de la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean.

2. *Constat du quorum*

Il y a quorum. M. Frédéric Morin demande aux membres de bien vouloir aviser madame Josée Brassard de leur absence, le cas échéant, avant les rencontres du Conseil interordres, et ce, dans le but de confirmer à l'avance l'obtention du quorum.

3. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est proposé avec l'ajout des points suivants :

13.1 Projet Bretagne

13.2 Gala Forces Avenir

13.3 Information Cégep de Chicoutimi - M^{me} Ginette Sirois

13.4 Placement étudiant

M^{me} Jacynthe Bond propose :

2013-03-28/3 *D'ADOPTER l'ordre du jour tel qu'il a été modifié.*

La proposition est appuyée par M^{me} Johanne Décoste et adoptée à l'unanimité.

4. Lecture et approbation du procès-verbal du 8 février 2013

Madame Proulx effectue un survol du procès-verbal de la rencontre précédente.

On procède aux précisions suivantes :

Au point 5 - Présentation du projet de mise en place d'un « Réseau d'excellence en persévérance scolaire »

M^{me} Guylaine Proulx et M. Michel Perron, titulaire VISAJ, ont été convoqués par le caucus régional à une rencontre sur le dossier. M. Perron était présent à cette dernière et mentionne que le projet a été extrêmement bien reçu et félicité et que celui-ci sera transféré à madame Pauline Marois. Une rencontre est prévue le 13 mai prochain avec la Première ministre.

Au point 9 - Demande d'appui ATM

M^{me} Proulx remercie tous les membres pour leur support dans ce dossier. À ce sujet, une rencontre est prévue le 2 avril prochain avec M. Pierre Duchesne, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

Au point 10 - Demande d'appui CLS - Entente spécifique

Une lettre a été acheminée à M. Jocelyn Caron, directeur coordonnateur du Conseil du Loisir Scientifique (CLS), appuyant la démarche effectuée par le CLS afin de poursuivre sa création d'une entente spécifique sur la promotion de la relève scientifique et technologique au

Saguenay-Lac-Saint-Jean, et ce, sans contribution financière additionnelle de la part des établissements d'enseignement. Une rencontre est à prévoir avec le CLS afin de préciser et améliorer le projet.

Au point 11 – Réponse aux dépôts des demandes régionales de juillet 2012

La lettre de dénonciation a été envoyée à :

- M. Pierre Duchesne - Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie
- M^{me} Marie Malavoy - Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport
- M. Jean-Marie Claveau - Député de Dubuc
- M. Denis Trottier - Député de Roberval
- M. Alexandre Cloutier - Député de Lac-Saint-Jean
- M. Stéphane Bédard - Député de Chicoutimi
- M. Sylvain Gaudreault - Député de Jonquière

Seules des lettres accusant réception de cette dernière ont été reçues en date d'aujourd'hui.

Au point 12.1 – Lancement de la campagne extrarégionale Destination-Formation

La conférence de presse s'est tenue le 15 février dernier à l'Hôtel Universel d'Alma dans le cadre de la Journée de mobilisation régionale. Actuellement, rendus à environ 75 % de la campagne, nous comptons plus de 2000 visites sur le site Internet et plus de 900 accès avec des téléphones mobiles.

On se questionne également s'il est possible d'obtenir les statistiques des données de temps de navigation sur le site Internet. M. Frédéric Morin communiquera avec Zed Productions à ce sujet.

Malgré le peu de couvertures médiatiques, les journalistes ont été enchantés par cette conférence de presse. De plus, les publications tant dans les journaux qu'à la radio ont été très positives.

Au point 12.2 – Dossier des bourses

Les sommes pour la publicité ont été acheminées aux deux établissements fiduciaires, soit le Cégep de Jonquière et la Commission scolaire des Rives-du-Saguenay. Les modalités administratives de l'utilisation de ces sommes se traiteront par ordre d'enseignement.

M. Serge Bergeron propose :

2013-03-28/4 D'APPROUVER le procès-verbal du 8 février 2013.

La proposition est appuyée par M^{me} Christine Tremblay et adoptée à l'unanimité.

5. Correspondance

Un document a été déposé avant la rencontre. Aucune correspondance n'est ajoutée à celui-ci.

6. Investissement-Compétence

Madame Isabelle Lapointe d'Emploi-Québec est invitée pour la présentation de l'approche intégrée d'Investissement-Compétence qui est essentiellement l'ensemble des programmes et services destinés aux entreprises au ministère de l'Emploi et de la Solidarité. En plus des programmes, les entreprises peuvent se procurer un certificat d'engagement qui fait état de leur intérêt à promouvoir la formation. La porte d'entrée de ces services est le conseiller aux entreprises du Centre local d'emploi de chaque territoire.

7. Comité Patrimoine/Histoire/Éducation – Fêtes du 175^e

Madame Christine Tremblay procède à une présentation de la plate-forme interactive des Fêtes du 175^e du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Le jeu vidéo historique « Les mémoires du Saguenay-Lac-Saint-Jean » est maintenant disponible. Une ligne du temps est également très intéressante et peut être consultée à l'adresse suivante : www.fetes175.com. La programmation complète est également disponible sur le site.

8. Cadre de gestion 2013-2014

8.1 Révision des méthodes d'analyse pour les dépôts des demandes d'autorisation d'enseignement

Le 26 février dernier, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie adressait aux Directions des commissions scolaires et aux Collèges le résultat du dernier processus et informait les établissements des nouvelles demandes à formuler pour les prochaines révisions de l'offre de formation.

Le Ministère doit effectuer l'analyse non pas strictement selon les besoins régionaux, mais avec une approche globale des enjeux nationaux, et ce, tout en ne perdant pas de vue que ces décisions doivent être prises en tenant compte de l'intérêt des jeunes.

Il est vrai que nous devons entrevoir réalistement les octrois de cartes de formation en fonction des budgets gouvernementaux disponibles, seulement encore faut-il que ces évaluations soient effectuées avec une vision à long terme. Pour des régions actuellement en croissance démographique, consentir à l'augmentation de leur offre de service est justifiable à court terme, mais n'est pas nécessairement viable à long terme, car cette situation ne fait qu'accentuer la migration des jeunes vers les grands centres au détriment des régions qui ont les ressources et possèdent la capacité d'accueil. Ce n'est pas en investissant dans le béton pour des besoins à court terme que le Québec va s'enrichir avec la baisse de clientèle nationale.

À la suite de ces constats, et afin de permettre de revoir les méthodes d'analyse des demandes de programmes en tenant compte de l'importance pour le Québec d'assurer la vitalité des cégeps et des centres de formation professionnelle en région, il est décidé de demander un moratoire sur les demandes de modifications à la carte des enseignements professionnels et techniques. Pour ce faire, une lettre sera transmise à la Première ministre, aux députés de la région, au ministre de l'Enseignement supérieur, à la ministre de l'Éducation ainsi qu'à toutes les autres Tables interordres. Une copie conforme sera également envoyée à M. Jean-Marc Bissonnette, directeur à la Direction adéquation formation-emploi.

M. Gilles Lapointe propose :

2013-03-28/8.1 *D'APPROUVER la demande de moratoire sur les modifications à la carte des enseignements professionnels et techniques.*

La proposition est appuyée par M^{me} Ginette Sirois et adoptée à l'unanimité.

8.2 Planification pour d'éventuels dépôts

Le document « Exercice annuel de priorisation régionale des formations » modifié est remis à chacun pour la priorisation des programmes en déficit d'inscription et pour les demandes de nouveaux programmes. En raison de la demande du moratoire, il serait illogique d'effectuer les demandes de nouveaux programmes. Il est cependant suggéré de préparer celles-ci, mais d'attendre avant d'en effectuer les demandes officielles. La période prévue pour la réception des demandes officielles des avis à Emploi-Québec se tiendra du 28 mars au 10 avril 2013.

8.3 Priorisation régionale des professions du CRPMT

M. Clément Desbiens, économiste d'Emploi-Québec, est présent afin de présenter l'exercice de priorisation des professions 2013-2014 comme défini lors de la dernière rencontre du Comité de coordination du 14 février 2013.

M. Desbiens mentionne que, comme l'an passé, la priorisation sera transmise par la Commission des partenaires du marché du travail (CRPMT) en insistant sur les limites de cette analyse régionale et du risque de ne pas tenir compte des besoins nationaux pour les formations qui ont une portée extrarégionale.

8.4 Priorisation régionale des formations 2013-2014 et avis préliminaires

La liste des programmes d'études en lien avec des professions identifiées par la CRPMT pour lesquels il faut augmenter l'offre de formation est présentée et trois avis préliminaires ont été déposés, soit :

- Conseil en assurances et en services financiers (410.C0);
- Conduite de machine dans le traitement du minerai (5274);
- Conduite d'engin de chantier (5220).

Un travail de vérification sera présenté lors du prochain Conseil interordres du 10 mai 2013.

Un merci tout spécial est adressé au personnel d'Emploi-Québec et du CRPMT pour le travail de grande envergure et de grande qualité effectué dans ce dossier.

9. Information du MELS et du MERST

M. Jean-François Coulombe est absent.

9.1 Information sur l'utilisation des sommes restantes

En l'absence de M. Coulombe, la Présidente tentera de communiquer avec ce dernier afin d'obtenir des réponses aux questionnements suivants :

- Est-ce possible de reconduire les sommes déjà engagées par le Conseil interordres après le 30 juin 2013?
- Quand le montant de 469 091 \$ à recevoir pour les opérations 2012-2013 nous sera versé?
- Finalement, est-ce que le financement du Conseil interordres pour 2013-2014 a été confirmé, sinon, quand le sera-t-il?

Étant donné les délais très courts s'il y a non reconduction des sommes,

M^{me} Josette Lessard-Morin propose :

2013-03-28/9.1 DE MANDATER le Comité exécutif afin d'établir des scénarios pour effectuer une mise en sécurité des sommes restantes du Conseil interordres de l'éducation du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

La proposition est appuyée par M. Louis Lefebvre et adoptée à l'unanimité.

Une rencontre du Comité exécutif sera prévue prochainement à ce sujet.

10. Suivi de la mise en œuvre du Plan d'aménagement

10.1 Suivi financier

Le document « Engagements du Conseil interordres de l'éducation du Saguenay-Lac-Saint-Jean » a été remis avant la rencontre.

Tel que mentionné précédemment au point 9.1, le Comité exécutif déposera, lors de la prochaine rencontre du Conseil interordres, des propositions concrètes afin d'engager les sommes restantes d'ici le 30 juin 2013.

11. Suivi des projets en cours

11.1 Destination-Formation

Le sujet a été traité au point 4.

11.2 Chantier d'uniformisation du processus de relance

La dernière rencontre du comité s'est tenue le 26 février 2013.

Emprunts de programmes et prêts de cartes : il serait dorénavant possible d'extraire certaines données du questionnaire d'enquête du Ministère. Une extraction de données peut être effectuée auprès de celui-ci et un historique peut être gardé. Il restera à valider le taux de non-réponse et qu'est-ce qu'il en est des données pour les groupes de moins de dix finissants, car le fait d'avoir de petits groupes fausse les données. Des vérifications seront faites auprès du Ministère à savoir si ces données pourraient tout de même être un bon instrument de travail.

Attestation d'études collégiales (AEC) : il existe présentement des relances pour les AEC. Ces données n'étant pas publiées, il est cependant possible, avec l'accord de tous les établissements, d'obtenir un portrait régional. Il reste cependant à vérifier la validité, la fiabilité et la disponibilité des données.

Attestation d'études professionnelles (AEP) : le MELS travaille présentement afin que ces diplômes deviennent des diplômes d'état. Dans l'attente de cette éventualité, une relance commune ou un regroupement entre commissions scolaires pourraient être réalisés. Les commissions scolaires devront se consulter afin d'en évaluer la pertinence et la faisabilité.

11.3 Journée de mobilisation régionale

La Journée de mobilisation régionale fut un vif succès! Plus de 350 personnes étaient présentes à cet événement. Il est cependant mentionné que la prochaine édition se déroulera dans un endroit pouvant accueillir un nombre plus élevé de participants.

Il a également été suggéré que la prochaine édition se tienne dès la première journée de la semaine sur la persévérance scolaire et non la dernière, telle que vécue cette année. Un mot de remerciement et de félicitations sera envoyé au Comité organisateur ainsi qu'au Crépas.

12. Projet Réseau d'excellence sur la persévérance scolaire

Le sujet a été traité au point 4.

13. Divers

13.1 Projet Bretagne

La mission de clôture qui a eu lieu du 11 au 21 mars dernier en France avait pour but de boucler les travaux amorcés depuis 2010 avec la région de la Bretagne. Le projet visait à permettre aux acteurs de ces deux régions, d'une part, d'explorer les pratiques visant à favoriser la persévérance scolaire d'un territoire culturellement différent et d'en apprécier le potentiel de transfert à travers un processus de coconstruction des savoirs et, d'autre part, de mettre en commun leurs connaissances et leurs expertises afin d'enrichir et de renforcer leurs capacités respectives sur le plan de l'intervention et de la recherche. Un rapport sera acheminé à ce sujet d'ici peu.

13.2 Gala Forces Avenir

Le Conseil interordres a contribué financièrement à l'attribution de la bourse Élève persévérant qui sera remise lors du Gala Forces Avenir du 2 juin 2013 au Théâtre Palace Arvida. Un ou une représentant(e) du Conseil interordres est demandé(e) afin de remettre ladite bourse à l'élève méritant. L'invitation est lancée. Si personne ne se porte volontaire, M. Frédéric Morin ira remettre celle-ci au nom du Conseil.

13.3 Informations Cégep de Chicoutimi – M^{me} Ginette Sirois

Centre de démonstration scientifique – Demande de soutien financier

Madame Proulx mentionne qu'il faudra attendre la suite des événements avant tout dépôt de projets à financer.

Rêver l'aluminium

Le comité organisateur du projet Rêver l'aluminium a démontré un intérêt à venir présenter les impacts et les résultats de celui-ci au Conseil interordres qui a financièrement appuyé ce projet.

La présentation pourra s'effectuer à l'automne 2013 ou préalablement si les deux dernières rencontres du Conseil le permettent. Suite à cette demande, il est suggéré d'organiser une journée vitrine à la population et y présenter les résultats des projets financés par le Conseil interordres.

Nouveaux locaux - Cégep de Chicoutimi

Madame Sirois mentionne aux membres que le Cégep de Chicoutimi s'est doté de nouveaux locaux pour son service de formation continue et son service aux entreprises. Il est important de préciser qu'il ne s'agit pas de nouveaux programmes, mais bien d'une location de bâtisse (relocalisation).

13.4 Placement étudiant

M. Clément Desbiens remet à chacun de l'information concernant la campagne régionale de promotion Placement étudiant. Pour plus d'information, les étudiants et les employeurs peuvent communiquer avec M. Emmanuel Carré, agent de promotion au (418) 549-0595, poste 240, ou visiter le site www.emploietudiant.gouv.qc.ca.

14. Levée de la séance

La séance est levée à 11 h 25.

La prochaine rencontre se tiendra au Cégep de Chicoutimi le 10 mai 2013 de 9 h à 12 h.



Guylaine Proulx
Présidente



Frédéric Morin
Chargé de projet